

**COMMISSION DES RELATIONS
EXTERIEURES**

du

MERCREDI 14 FÉVRIER 2007

Après-midi

**COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN**

van

WOENSDAG 14 FEBRUARI 2007

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 50 sous la présidence de M. Hervé Hasquin.

01 Question de Mme Zoé Genot au ministre des Affaires étrangères sur "le soutien à une dépénalisation universelle de l'homosexualité" (n° 13361)

01.01 Zoé Genot (ECOLO) : L'ONG coordonnant la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie propose de faire voter au Conseil des droits de l'homme des Nations unies une résolution visant la dépénalisation universelle de l'homosexualité.

M. Michel suggérerait qu'un tel texte soit discuté à l'avance en concertation avec les différents groupes régionaux de manière à prévenir les objections des pays que le texte dérange.

Quelles sont les actions que la Belgique peut entreprendre ? De plus, notre pays est-il prêt à déposer et soutenir une telle résolution au Conseil des droits de l'homme des Nations unies ? Enfin, comment procéder pour que cette résolution aboutisse ?

01.02 Karel De Gucht, ministre (en français) : La Belgique avait appuyé l'initiative du Brésil de déposer une résolution sur les droits de l'homme et l'orientation sexuelle lors de la 59^e Session de la Commission des droits de l'homme, en 2003. Néanmoins, le Brésil a dû retirer son texte vu l'opposition ferme de l'Organisation de la conférence islamique et du Saint-Siège. Depuis, il n'a pas été possible de renouveler cette initiative, un échec étant quasiment assuré.

Les pays favorables à l'inclusion de cette question dans les travaux des enceintes onusiennes traitant des droits de l'homme ont donc décidé d'adopter une autre approche consistant à progressivement placer la question de l'orientation sexuelle à l'agenda des discussions du Conseil des droits de l'homme.

Ainsi, lors de la 2^e Session du Conseil, en septembre, l'Union européenne a posé des questions sur l'orientation sexuelle à toute une série de rapporteurs spéciaux. À la demande de la Belgique, l'Union européenne a également posé des questions sur le sujet au haut commissaire des droits de l'homme. L'orientation sexuelle a également été abordée lors de la 3^e Session du Conseil, qui vient juste de se terminer.

On constate que les rapporteurs spéciaux ainsi que les organes de surveillance des traités intègrent de plus en plus la question de l'orientation sexuelle dans leurs travaux et leurs rapports.

Quand cette tendance sera bien consolidée, d'autres actions pourront éventuellement être envisagées. Il faut également tenir compte du fait que la composition du nouveau Conseil ne nous est pas favorable.

Toutefois, le dépôt d'une résolution fait partie des options qu'il convient de réexaminer régulièrement, notamment dans le cadre de l'Union européenne.

01.03 Zoé Genot (ECOLO) : Les organes de suivi, consistant à veiller à l'application par les différents États des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme sont de bons outils. En effet, aujourd'hui, les traités des droits de l'homme sont interprétés de manière ouverte. De plus, la discrimination en matière d'orientation sexuelle est de plus en plus souvent prise en compte dans le cadre des traités existant. Toutefois, j'espère que la Belgique pourra contribuer à faire aboutir au plus vite une telle résolution.

L'incident est clos.

Le **président** : Chers collègues, il semblerait que notre présence en séance plénière soit nécessaire. J'ai demandé que l'on se renseigne à ce sujet.

La question n°13.639 de M. Van der Maelen est transformée en question écrite ainsi que les questions n°13.678 et n°13.679 de M. Hasquin.

02 Question de Mme Marie-Claire Lambert au ministre des Affaires étrangères sur "sur l'accord de coopération entre le fédéral et les Régions en matière d'exportation, d'importation et de transit d'armes" (n° 13390)

02.01 Marie-Claire Lambert (PS) : Lors du débat parlementaire sur la régionalisation de la compétence en matière de délivrance des licences d'armes, en juillet 2003, le Parlement avait insisté sur la nécessité d'un échange d'informations régulier entre les Affaires étrangères et les Régions.

Dans le cadre d'un dossier fort médiatisé voilà plus d'un an, une Région avait souligné qu'aucune procédure formelle d'échanges d'informations entre l'État fédéral et les Régions n'avait été mise en place. Il avait été, alors, question d'un accord de coopération dans ce domaine entre les différents niveaux de pouvoir.

Plus de trois ans après la régionalisation de cette compétence, où en sont les discussions en vue de finaliser cet accord ? Quelles sont les principales dispositions prévues dans cet accord ? Quel gage de fiabilité pourra-t-il offrir aux différentes parties ? Quand ce document devrait-il être finalisé et déposé sur la table du Parlement ?

02.02 Karel De Gucht, ministre (en français) : Ceux qui connaissent le dossier savent que la réalisation de cet accord de coopération fut difficile. Depuis les élections régionales de 2004, 29 versions ont déjà circulé. Aujourd'hui, il y a un accord politique sur un texte, qui règle principalement l'échange d'informations et la représentation de la Belgique au niveau international.

Pour l'échange d'informations, le SPF Affaires étrangères transmettra automatiquement aux Régions les fiches des pays concernés et toutes les nouvelles informations importantes. De leur côté, les Régions informeront le SPF chaque fois qu'elles reçoivent une demande d'un de ces pays figurant sur la liste.

Pour la représentation de la Belgique dans les groupes de travail du Conseil et dans les régimes de contrôle internationaux, nous avons un accord détaillé. Cette régulation reflète la répartition des compétences qui existe depuis 2003 en Belgique.

On prévoit de mettre cet accord à l'ordre du jour du prochain comité de concertation.

02.03 Marie-Claire Lambert (PS) : Je me réjouis de l'aboutissement prochain de cet accord.

L'incident est clos.

Le **président** : La question n° 13.755 de Mme Brigitte Wiaux est transformée en question écrite.

La question n° 13.856 de M. Van der Maelen est remplacée par une question demain en séance plénière.

03 Question de Mme Josée Lejeune au ministre des Affaires étrangères sur "la détention d'un Belge au Bénin" (n° 13868)

Le **président** : Mme Valérie Déom a posé une question sur le même thème (n° 14.115) mais elle est actuellement rapporteuse en séance plénière. Elle pourra poser sa question ultérieurement et le ministre pourra se référer dans sa réponse à celle qu'il adressera aujourd'hui à Mme Lejeune.

03.01 Josée Lejeune (MR) : Depuis le mois de novembre, un de nos compatriotes est détenu au Bénin, en raison d'un litige commercial avec l'un de ses associés. Sans entrer dans le fond du dossier, il faut souligner que ce Belge est incarcéré depuis deux mois dans des conditions épouvantables. Depuis son incarcération, il n'a toujours pas été entendu par un juge.

Des contacts diplomatiques sont en cours. L'ambassadeur belge s'est déjà déplacé à Cotonou et a rencontré le président de la République mais sans succès.

Quelles sont les actions possibles aujourd'hui ? Notre compatriote peut-il espérer de l'aide de nos services diplomatiques dans sa défense en justice ? Sa famille est-elle encadrée, informée et associée aux démarches ?

03.02 Karel De Gucht, ministre (*en français*) : M. Grégory Bailly est détenu à Cotonou depuis le 28 novembre 2006 pour des raisons connues de notre ambassade au Nigeria. Notre consul honoraire sur place lui rend visite régulièrement. Une grève des greffiers des tribunaux a retardé la comparution de notre compatriote devant le juge.

Le 24 janvier, une réunion a eu lieu entre les représentants béninois et belges en présence du Président béninois et de notre ambassadeur à Abuja. Durant ces entretiens, le dossier de notre compatriote fut évoqué et nos interlocuteurs béninois ont fait savoir que la situation allait rapidement rentrer dans l'ordre.

L'intéressé est pourvu d'un avocat local avec qui notre ambassadeur a pris contact. Notre consul au Nigeria lui a aussi rendu visite.

La première comparution de notre compatriote devant le juge était prévue le 12 février, mais a été remise au 13 en raison d'une panne d'électricité à Cotonou.

Mes services sont en contact permanent avec la famille, qui a reçu les coordonnées de l'avocat et est informée de tout développement dans cette affaire.

03.03 Josée Lejeune (MR) : Vous venez de dire qu'il a été entendu hier, le 13 février. Avez-vous des informations sur cette journée et les possibilités pour notre compatriote d'être libéré ?

03.04 Karel De Gucht, ministre (*en français*) : Pas pour l'instant.

03.05 Josée Lejeune (MR) : Nous comptons sur votre vigilance dans ce dossier.

03.06 Karel De Gucht, ministre (*en français*) : J'imagine recevoir l'information dans le courant de la journée, et vous la communiquerai immédiatement. J'ajoute que nous n'avons pas d'ambassadeur au Bénin, mais seulement un consul honoraire, ce qui peut expliquer qu'on reçoive les informations un peu plus lentement.

L'incident est clos.

Le **président** : La question n° 13783 de M. Pieter De Crem, relative à la visite du chef d'État en République démocratique du Congo, me paraît avoir été épuisée lors d'un récent débat. Qu'en pensez-vous, Monsieur le Ministre ?

03.07 Karel De Gucht, ministre (*en français*) : J'ai déjà répondu à cette question. Depuis, la situation n'a pas changé.

Le **président** : Sans nouvelle de M. Philippe Monfils, sa question n° 13907 est reportée. Il en est de même pour la question n°13920 de Mme Nahima Lanjri, et les questions n° 14031 de Mme Annemie Turtelboom et n° 14054 de M. Stijn Bex.

(Pieter De Crem arrive en salle)

Monsieur De Crem, nous pensons que votre question n'a plus de raison d'être vu donné le débat de la semaine dernière.

04 Question de Mme Talbia Belhouari au ministre des Affaires étrangères sur "la récente arrestation et la maltraitance de deux étudiants belges en Égypte" (n° 13680)

04.01 Talbia Belhouari (PS) : Le 25 novembre et le 7 décembre 2006, deux jeunes Bruxellois, étudiants depuis trois ans à l'université du Caire, ont été arrêtés par des militaires et les services égyptiens de maintien de l'ordre dans le cadre d'une rafle antiterroriste.

Ils sont restés pendant treize jours assis à même le sol, recevant pour seule nourriture de l'eau et du pain. Ils déclarent avoir eu les yeux bandés pendant plusieurs jours et subi de nombreux sévices.

Ils ont réussi à rencontrer un membre de l'ambassade de Belgique après dix jours. Ils ont pu regagner la Belgique après treize jours de torture. Choqués, les deux jeunes n'ont pu raconter leur calvaire qu'un mois après leur retour. Pourquoi ces deux étudiants belges n'ont-ils bénéficié d'un soutien des autorités belges que dix jours plus tard, comme ils le prétendent ? Comment avez-vous réagi vis-à-vis des autorités égyptiennes ? Quelles garanties pouvez-vous nous apporter pour qu'à l'avenir cette situation ne se reproduise plus ? Quel suivi avez-vous offert à ces deux jeunes Belges ?

04.02 Karel De Gucht, ministre (*en français*) : Les deux ressortissants belges n'ont pas bénéficié de l'assistance consulaire le jour de leur arrestation car l'ambassade de Belgique au Caire n'a pas été informée immédiatement de leur situation.

Mes services ont donné l'instruction à notre représentation locale d'interroger les autorités égyptiennes sur les conditions de détention de nos deux compatriotes et d'insister auprès des instances locales compétentes sur la nécessité d'informer dans les meilleurs délais les autorités belges de l'arrestation d'un de leurs ressortissants sur le territoire égyptien. Mon département n'est, malheureusement, pas compétent pour offrir un suivi psychologique à ces personnes.

L'ambassade n'a pas manqué de poser la question de la poursuite de leurs études sur place aux autorités égyptiennes et attend leur réponse.

04.03 Talbia Belhouari (PS) : Cette situation est pour le moins choquante et interpellante.

Je comprends que vos services ne sont pas compétents pour le suivi psychologique, mais il s'agit de la relation entre deux pays ; cela ne devrait pas se reproduire !

04.04 Karel De Gucht, ministre (*en français*) : Je suis d'accord !

L'incident est clos.

05 Question de M. François-Xavier de Donnea au ministre des Affaires étrangères sur "la politique chinoise en Afrique" (n° 13337)

05.01 François-Xavier de Donnea (MR) : Aujourd'hui, en Afrique, il y a un important investissement politique et économique de la Chine. Le sommet sino-africain à Pékin a été très édifiant à cet égard, de même que le dernier voyage de M. Hu Jintao dans une douzaine de pays d'Afrique.

Vu globalement et à long terme, le fait que divers pays investissent en Afrique est une bonne chose. Plus il y a d'investissements, et plus le continent a une chance de sortir du marasme.

Mais les prêts chinois ne sont pas subordonnés aux mêmes conditions que les prêts de la Banque mondiale et des grands donneurs multilatéraux et bilatéraux américains et européens, notamment en ce qui concerne la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme ou de l'environnement. Cette politique chinoise risque de déformer certaines stratégies européennes de développement en Afrique.

Cela va probablement nous amener à formuler autrement nos conditions. Nous devons sans doute nous diriger vers des exigences de moyens au lieu de vouloir mesurer les résultats. M. Maystadt, président de la BEI, s'est aussi inquiété de cette situation et a déclaré que l'Europe devrait réfléchir à la conditionnalité de son aide si elle ne veut pas être « dribblée » en la matière. Outre la Chine, il y a aussi l'Inde en Afrique de l'Est ou le Brésil en Angola qui supplantera bientôt le Nigeria comme premier producteur africain de pétrole.

Monsieur le ministre, partagez-vous les craintes exprimées notamment par M. Maystadt ? Partagez-vous mon diagnostic ? Quelles initiatives la Belgique peut-elle prendre face à l'évolution de la politique chinoise en Afrique ?

05.02 Karel De Gucht, ministre (*en français*) : L'intérêt croissant de la Chine pour l'Afrique semble motivé par des considérations stratégique-économiques et des objectifs politiques internationaux.

Cette évolution paraît ouvrir des perspectives prometteuses pour les pays africains, mais ses modalités se heurtent à des principes considérés comme primordiaux pour le développement durable. Dans la méthode chinoise, il y a un manque de critères importants tels que le respect de l'État de droit, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la promotion de la bonne gouvernance et de la démocratie, le souci pour les normes sociales, la lutte contre la corruption et l'extraction illégale de matières premières.

Dans ce contexte, les principes de notre politique africaine ne doivent pas être affaiblis. Au contraire, la communauté internationale doit convaincre la Chine de s'inscrire dans l'approche multilatérale dirigée vers le développement durable de l'Afrique.

Notre pays peut y jouer un rôle pertinent via l'Union européenne, sur la base du nouvel accord de partenariat et de coopération projeté entre l'Union européenne et la Chine. Le Conseil Affaires générales et Relations extérieures des 11 et 12 décembre 2006 a reconnu l'intérêt stratégique de l'Afrique pour l'Union européenne et la Chine et s'est prononcé pour un dialogue structuré sur ce continent, en tenant compte des engagements des pays africains, notamment sur le plan des principes politiques précités.

Vu son expertise africaine, la Belgique essaiera aussi de suivre cette problématique en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU en 2007-2008.

L'accord bilatéral entre la Belgique et la Chine sera aussi utilisé à cette fin.
Je suis prêt à tenir un débat plus large sur base d'une note de mes services.

05.03 François-Xavier de Donnea (MR) : Il serait intéressant d'avoir une heure de discussion sur ce thème sur base de la documentation du ministre. On pourrait y englober la Chine mais aussi l'Inde et le Brésil qui sont des joueurs de plus en plus importants sur le continent africain.

L'incident est clos.

06 Question de M. Servais Verherstraeten au ministre des Affaires étrangères sur "la politique de nominations mise en oeuvre au sein du SPF Affaires étrangères" (n° 14125)

06.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Au SPF Affaires étrangères, certains agents statutaires qui entrent en considération pour une promotion auraient été dépassés par des candidats moins bien classés. Pour justifier ce dépassement, on invoque parfois la nécessité de garantir l'équilibre linguistique. Mais cette justification n'est pas valable dans tous les cas. Aussi un certain nombre de procédures ont-elles été entamées au Conseil d'État. La politisation risque toujours, en effet, d'engendrer une certaine démotivation.

Quelle appréciation le ministre porte-t-il sur la manière dont le comité de direction sélectionne les candidats à une promotion ? Le comité peut-il invoquer l'équilibre linguistique pour justifier la promotion de candidats moins compétents ? Le ministre est-il partisan d'une objectivation de la procédure de sélection dans le cadre des promotions ? Comment garantir objectivité et transparence ?

06.02 Karel De Gucht, ministre (*en néerlandais*) : Dans tous les dossiers de promotion qui me sont soumis, j'agis en conformité avec l'article 27bis de l'arrêté royal du 7 août 1939 concernant l'évaluation du personnel. En outre, en ma qualité de ministre, je suis évidemment tenu de respecter la législation linguistique. Enfin, la réglementation impose un traitement objectif des procédures de promotion, ce à quoi je souscris totalement.

06.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : En matière de législation linguistique, je partage naturellement le point de vue juridique du ministre mais certaines nominations ne peuvent être attribuées à la nécessité de respecter l'équilibre linguistique. La réglementation a été manifestement assouplie sous la seconde coalition violette et les influences politiques se font plus sentir qu'avant sur le plan de la composition des jurys. Cet assouplissement est dû notamment au fait que les arrêtés royaux relatifs au bilinguisme fonctionnel tardent à être promulgués et il a pour conséquence qu'une kyrielle de procédures ont été entamées au Conseil d'État, ce qui n'est pas une bonne chose.

06.04 Karel De Gucht, ministre (*en néerlandais*) : Il s'agit en l'occurrence de deux nominations qui ont été récemment annulées par le Conseil d'État parce que les jurys concernés étaient unilingues. Les nominations ainsi que les jurys datent d'ailleurs d'avant mon arrivée au " Couvent des Carmélites ".

06.05 Servais Verherstraeten (CD&V) : Je souhaitais seulement éviter que des dossiers futurs ne subissent le même sort. Par ailleurs, il est exact que ces annulations n'ont pas été prononcées alors que le ministre était aux affaires.

06.06 Karel De Gucht, ministre (*en néerlandais*) : Il est évident que les jurys doivent être bilingues, mais on ne peut revenir en arrière.

L'incident est clos.

Le **président** : Mme Déom est rapporteur en séance plénière. Une question jointe sur le Bénin devait être posée par Mmes Lejeune et Déom. Que Mme Déom pose sa question maintenant.

07 Question de Mme Valérie Déom au ministre des Affaires étrangères sur "la détention d'un citoyen belge au Bénin" (n° 14115)

07.01 Valérie Déom (PS): *La Dernière Heure* nous apprenait, le 21 janvier dernier, l'incarcération d'un belge de 35 ans au Bénin. Selon ce quotidien, notre compatriote serait détenu depuis le 28 novembre 2006 dans des conditions de détention épouvantables. En outre, les raisons de cette détention apparaissent troubles. Selon le journal, notre compatriote serait détenu sans motif et n'a toujours pas comparu devant un magistrat. Toujours selon *La Dernière Heure*, le consul de Belgique et le consul honoraire ont été autorisés à lui rendre visite au début de son incarcération, contrairement à sa famille. Son passeport lui a aussi été retiré. Qu'en est-il de cette situation ? Des contacts ont-ils été pris avec les autorités du Bénin ? Sait-on ce qui est reproché à notre compatriote ? Le gouvernement s'engage-t-il à intervenir pour éclaircir la situation et garantir à cet homme un procès équitable dans notre pays ?

07.02 Karel De Gucht, ministre (*en français*) : Je renvoie à la réponse que j'ai donnée à Mme Lejeune. Il y a eu une audience hier et nous attendons les informations à ce sujet. Nous suivons cette affaire de près.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Hilde Vautmans au ministre des Affaires étrangères sur "la charte 'Vrouwenkracht is Vredesmacht'" (n° 13880)

08.01 Hilde Vautmans (VLD) : En temps de guerre, les femmes sont souvent uniquement considérées

comme des victimes, alors qu'elles sont tout de même souvent chargées d'assurer les revenus pendant que les hommes se battent. Elles jouent également un rôle important en tant que militantes pacifistes ou conciliatrices. Elles voient également la reconstruction d'un pays à la fin d'un conflit sous une autre perspective.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté en 2000 la résolution 1325 accordant aux femmes un rôle plus important dans le processus de paix. Sept ans après l'adoption de cette résolution, il n'est cependant toujours pas fait suffisamment appel à la force pacifique des femmes. C'est pourquoi l'organisation Mères pour la Paix et le Conseil des Femmes néerlandophone ont récolté 2.000 signatures sur une pétition demandant à la Belgique de placer en tête de l'agenda politique le thème du rôle de la femme dans le processus de paix.

Comment le gouvernement répondra-t-il à la demande des ONG ? La Belgique abordera-t-elle le thème « Femmes et Paix » lors du Conseil de sécurité ? Comment la Belgique applique-t-elle la résolution 1325 ?

08.02 Karel De Gucht, ministre (*en néerlandais*) : Mon département accorde bien entendu toute l'attention nécessaire à la problématique des femmes engagées dans des conflits armés et à leur rôle dans le rétablissement de la paix. La Troisième commission de l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution visant l'élimination de toutes les formes de violence à l'encontre des femmes. En outre, à l'occasion du 6^e anniversaire de la résolution 1325, un débat ouvert a été organisé sur le rôle des femmes dans les conflits et dans la construction de la paix. Ce débat figure d'ailleurs de manière récurrente à l'agenda du Conseil de sécurité. Enfin, la *Peace Building Commission* insiste également sur le rôle des femmes dans la prévention et la résolution des conflits et dans la consolidation de la paix.

Le 8 janvier 2007, un débat ouvert s'est tenu au sein du Conseil de sécurité sur les menaces pesant sur la paix et la sécurité dans le monde. Lors de ce débat, la Belgique a souligné la nécessité de protéger les citoyens, particulièrement les femmes et les enfants. Lors du débat sur le Népal, la Belgique a également demandé que l'on accorde une attention spéciale au sort des femmes et des enfants. La Belgique continuera bien sûr à mener cette politique.

Au niveau européen, la résolution 1325 a été intégrée dans la Politique européenne de sécurité et de défense. Les femmes seront représentées dans toutes les opérations de paix et à tous les échelons. Par ailleurs, en juin 2006, le ministre De Decker a organisé une conférence internationale sur la violence sexuelle lors et en dehors des conflits. Cette conférence a débouché sur l'adoption du plan d'action de Bruxelles qui encourage les pays sortant de conflit à mettre en œuvre la résolution 1325.

08.03 Hilde Vautmans (VLD) : Cette résolution et l'intérêt qu'y portent les Affaires étrangères me réjouissent beaucoup. Un plan d'action national sera-t-il également échafaudé ?

08.04 Karel De Gucht, ministre (*en néerlandais*) : Je n'en sais pas plus sur ce point.

08.05 Hilde Vautmans (VLD) : Ce sont là autant de terrains d'action où la Belgique pourrait agir : plus de femmes dans la diplomatie et plus de femmes dans les missions de paix.

08.06 Karel De Gucht, ministre (*en néerlandais*) : La sélection des diplomates n'est pas de ma compétence, sinon un plus grand nombre de femmes seraient sélectionnées. J'ai d'ailleurs demandé que l'examen diplomatique de 2007 soit adapté en manière telle que les candidats masculins ne soient pas favorisés.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Hilde Vautmans au ministre des Affaires étrangères sur "le génocide au Darfour" (n° 13881)

09.01 Hilde Vautmans (VLD) : On déplore déjà près de 400.000 victimes au Darfour. On dénombre encore 10.000 morts chaque mois et il y a plus de deux millions de réfugiés. Il faut absolument mettre fin au conflit.

Le 21 janvier 2007, des manifestants ont demandé à Bruxelles la mise en œuvre de la résolution des Nations

unies sur le Darfour. M. Michel, commissaire européen, a confirmé que la situation est dramatique et chaotique mais a indiqué que le budget européen ne comporte plus de moyens disponibles. La Ligue arabe a promis 150 millions de dollars mais n'a encore effectué aucun versement.

Entre-temps, le gouvernement soudanais a cessé de s'opposer à la présence des casques bleus. Le ministre exercera-t-il des pressions au Conseil de sécurité pour attirer l'attention sur ce conflit ? L'évoquera-t-il lors de réunions bilatérales ? Y aura-t-il des interventions auprès de la Ligue arabe pour l'amener à tenir son engagement ?

09.02 Karel De Gucht, ministre (*en néerlandais*) : En tant que membre du Conseil de Sécurité, nous continuerons à exercer une pression pour attirer l'attention sur ce conflit. Nous le faisons également lors des rencontres bilatérales. Le secrétaire général de la Ligue arabe m'a assuré qu'à court terme, une somme de 150 millions d'euros serait remise à l'AMIS, la force de paix de l'Union africaine au Darfour. L'AMIS doit obtenir suffisamment de moyens pour subsister car il sera sinon difficile de constituer ultérieurement une force de paix hybride.

Le 5 mars 2007, le Conseil Affaires générales se penchera sur la contribution européenne au financement de l'AMIS. Dans l'intervalle, les moyens de financement nécessaires sont encore recherchés. La Commission européenne a indiqué à juste titre que les caisses de l'*African Peace Facility* sont vides mais elle peut encore puiser dans d'autres budgets. Je présume que la Commission européenne dégagera encore un financement une fois que les États membres se seront engagés.

09.03 Hilde Vautmans (VLD) : Allons-nous nous engager ?

09.04 Karel De Gucht, ministre (*en néerlandais*) : J'ai indiqué en réponse à une question précédente que nous y réfléchissons.

09.05 Hilde Vautmans (VLD) : Nous devons accorder l'attention requise à ce dossier pour éviter de devoir constater ultérieurement que nous nous sommes cantonnés dans un rôle de spectateur.

09.06 Karel De Gucht, ministre (*en néerlandais*) : Nous avons pris des engagements importants en Afrique, même si la Belgique n'est pas une grande puissance. Nous devons fixer des priorités dans le cadre de nos engagements financiers mais nous allons vérifier quelle contribution nous pourrions apporter.

10 Question de M. François-Xavier de Donnea au ministre des Affaires étrangères sur "la possible héroïsation de SS en Estonie" (n° 14018)

10.01 François-Xavier de Donnea (MR) : Mon attention a été attirée sur le comportement des autorités estoniennes à l'égard des monuments et cimetières soviétiques symbolisant la libéralisation de l'Estonie du joug nazi.

Le Parlement d'Estonie aurait voté une loi permettant la destruction desdits monuments, et l'enlèvement des corps soviétiques des cimetières des combattants morts au front. Dans la ville de Sinima, des vétérans de la 20^{ème} division SS semblent avoir été autorisés à ériger des monuments dédiés aux anciens SS belges et hollandais.

Avez-vous de renseignements sur ces graves accusations ? Si c'est le cas, quelles démarches la Belgique entreprend-elle à l'égard de l'Estonie pour protester contre de tels actes ?

10.02 Karel De Gucht ministre (*en français*) : La loi estonienne du 10 janvier 2007 sur la protection des tombes de guerre régit cette matière. En résumé, les tombes et monuments de guerre peuvent être déplacés s'ils se situent à un endroit jugé inapproprié par une commission *ad hoc*.

Par ailleurs, on débat également en Estonie de la possible destruction ou du déplacement du monument « Le Soldat de Bronze », érigé par les autorités soviétiques en l'honneur des soldats de l'Armée Rouge. Répondant aux critiques de l'importante communauté russophone et de la Russie, le premier ministre m'a assuré qu'il s'agit de protéger le monument – actuellement mal situé – contre les manifestations hostiles.

Je suivrai la mise en œuvre de cette loi. Les susceptibilités de toutes les composantes de la société estonienne doivent être respectées. C'est d'ailleurs un dossier que j'ai suivi dans le cadre de ma présidence de l'OSCE.

Le 29 juillet 2006, deux monuments ont été érigés à Sinima en mémoire des soldats de la 20^{ème} division de la Waffen SS, la Légion estonienne. Je déplore la tenue d'une telle manifestation, mais ceux-ci s'ajoutent à d'autres monuments en l'honneur des 200.000 soldats allemands et russes tués en 1944 dans cette partie de l'Estonie.

La discussion au sujet des monuments staliniens et nazis repose la question du passé spécifique de l'Estonie, confrontée à des « libérations » douloureuses par l'Allemagne et l'Union soviétique. 150.000 Estoniens s'étaient affiliés à la Waffen SS. Il revient aux autorités estoniennes de faire en sorte que les Estoniens tirent les leçons du passé. J'attire votre attention sur le projet du gouvernement estonien d'interdire tous les symboles nazis et soviétiques. C'est un premier pas dans la bonne direction, même si la réconciliation ne s'impose pas par la loi.

10.03 François-Xavier de Donnea (MR) : Nous devons être attentifs à ce qu'aucun pays de l'Union européenne ne porte atteinte à la mémoire de ceux qui ont combattu le nazisme !

L'incident est clos.

11 Question de M. Francis Van den Eynde au ministre des Affaires étrangères sur "les plaques d'immatriculation diplomatiques françaises utilisées par le prince Laurent" (n° 14063)

11.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Le prince Laurent conduit non seulement différentes Ferrari mais également un véhicule muni d'une plaque d'immatriculation diplomatique française. Cette information a été diffusée dans le cadre de l'émission de la VRT *Terzake* du 13 décembre 2006. Comment est-il possible que le prince puisse circuler à bord d'un véhicule muni d'une telle plaque ?

11.02 Karel De Gucht, ministre (en néerlandais) : Je n'entends pas par ma réponse éluder votre question. Les images vues par M. Van den Eynde sont anciennes et datent d'une époque où le prince utilisait effectivement une telle plaque d'immatriculation. Ce n'est plus le cas depuis l'an 2000. Le prince n'utilise pas de plaques diplomatiques.

L'incident est clos.

12 Question de M. Mohammed Boukourna au ministre des Affaires étrangères sur "l'aide de l'Union européenne destinée aux Palestiniens et transitant par la banque HSBC" (n° 14136)

12.01 Mohammed Boukourna (PS) : Dans le cadre de son aide aux Palestiniens - qui concerne plus de 140.000 personnes - l'Union européenne a décidé de travailler via la banque HSBC. Les raisons de ce nouveau mécanisme sont liées à la présence du Hamas - considéré comme terroriste par l'Union européenne - dans le gouvernement palestinien. Or, il semble que l'intermédiaire financier s'enrichisse à chaque opération. Dans *Le Soir* du 8 février, Oxfam dénonce la perception par la banque de huit euros pour chaque transfert, soit 1 million d'euros par mois. Il s'agit là d'un enrichissement scandaleux à partir de fonds destinés à des fins humanitaires, alors que la banque HSBC est aujourd'hui la troisième banque mondiale !

Que savez-vous de ces pratiques de la banque susnommée et au sujet de l'aide octroyée aux Palestiniens ? Des mesures seront-elles prises pour éviter ce gaspillage humanitaire ? Enfin, la sanction diplomatique contre l'Autorité palestinienne va-t-elle encore perdurer ? Les accords du week-end dernier conclus entre les différentes factions palestiniennes semblent augurer une évolution positive de la situation.

12.02 Karel De Gucht, ministre (en français) : J'ai suivi avec sympathie et étonnement l'émotion créée par cette affaire. Je comprends que l'on puisse regretter qu'un million d'euros sur deux cent soit nécessaire pour transférer de l'argent au Proche-Orient, mais comment faire autrement ? La Commission européenne et HSBC ont convenu de tarifs compétitifs pour les transferts internationaux. Si nous devons nous substituer aux banques privées pour effectuer des virements sur le compte de chaque fonctionnaire palestinien, les

coûts administratifs seraient bien supérieurs ! En ce sens, le mécanisme temporaire international est efficace et bénéficie directement à la population palestinienne.

Sur le terrain, il y a aujourd'hui des développements encourageants. Je me félicite de l'initiative de l'Arabie saoudite et de l'accord entre le Hamas et le Fatah, qui j'espère mettra fin aux violences inter-palestiniennes. Avec mes collègues européens, nous sommes prêts à collaborer avec tout gouvernement légitime palestinien qui reflète les principes du quartet. Il faudra, cependant, s'assurer que le nouveau gouvernement a bien l'intention de faire cesser la violence, reconnaître les accords passés par l'OLP et l'État d'Israël. Je ne suis pas disposé à financer un gouvernement qui ne reconnaisse pas ces principes internationaux.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 16 h 06.

De vergadering wordt geopend om 14.50 uur en voorgezeten door de heer Hervé Hasquin.

01 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de steun voor de wereldwijde depenalisering van homoseksualiteit" (nr. 13361)

01.01 Zoé Genot (ECOLO): De NGO die de Werelddag tegen homofobie coördineert, stelt voor in de Raad voor de mensenrechten van de Verenigde Naties een resolutie gericht op de universele depenalisering van homoseksualiteit te doen goedkeuren.

De heer Michel stelde voor voorafgaandelijk met de verschillende regionale groepen over die tekst te overleggen, om te vermijden dat landen die het er moeilijk mee hebben, bezwaren zouden maken.

Welke acties kan ons land ondernemen? Is ons land bereid een dergelijke resolutie bij de Raad voor de mensenrechten van de Verenigde Naties in te dienen en te steunen? Hoe kunnen we die resolutie kans op slagen geven?

01.02 Minister Karel De Gucht (Frans): België had zijn steun verleend aan het initiatief van Brazilië om tijdens de 59^{ste} zitting van de commissie voor de Mensenrechten een resolutie betreffende de mensenrechten en de seksuele geaardheid in te dienen. Brazilië heeft zijn tekst echter moeten intrekken wegens het uitdrukkelijke verzet van de *Organisation de la conférence islamique* en het Vaticaan. Sindsdien werd geen nieuw initiatief in die zin meer genomen omdat een mislukking zo goed als vaststond.

De landen die deze kwestie in de UNO-vergaderingen betreffende de mensenrechten behandeld willen zien, hebben dus voor een andere aanpak geopteerd: ze plaatsen het thema van de seksuele geaardheid systematisch op de agenda van de besprekingen van de Raad voor de Mensenrechten.

Zo heeft de Europese Unie tijdens de tweede zitting van de Raad in september vragen over de seksuele geaardheid gesteld aan een hele reeks speciale rapporteurs. Op verzoek van België heeft de EU ook de hoge commissaris voor de mensenrechten over dit onderwerp ondervraagd. De seksuele geaardheid werd tevens behandeld tijdens de derde zitting van de Raad die net is afgelopen.

Men moet vaststellen dat de speciale rapporteurs en de organen die op de toepassing van de verdragen toezien, het thema van de seksuele geaardheid steeds vaker in hun werkzaamheden en rapporten opnemen.

Zodra die tendens bestendigd wordt, zullen we eventueel aan andere acties kunnen denken.

We moeten ook rekening houden met het feit dat de samenstelling van de nieuwe Raad onze zaak niet ten goede komt.

Niettemin blijft de indiening van een resolutie een van de opties die we regelmatig opnieuw moeten evalueren, met name in het kader van de Europese Unie.

01.03 Zoé Genot (ECOLO): De controleorganismen moeten toezien op de toepassing van de internationale verdragen inzake de rechten van de mens door de diverse landen en zijn derhalve nuttige instrumenten. De verdragen inzake de mensenrechten worden thans immers ruim geïnterpreteerd. Bovendien wordt er in de bestaande verdragen steeds meer rekening gehouden met de discriminatie op grond van de seksuele geaardheid.

Niettemin hoop ik dat België een bijdrage kan leveren tot een spoedige goedkeuring van een dergelijke resolutie.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Waarde collega's, naar het schijnt worden we in de plenaire vergadering verwacht. Ik heb gevraagd om dat te checken.

Vraag nr. 13.639 van de heer Van der Maelen wordt omgezet in een schriftelijke vraag. Hetzelfde geldt voor de vragen nrs. 13.678 en 13.679 van de heer Hasquin.

02 Vraag van mevrouw Marie-Claire Lambert aan de minister van Buitenlandse Zaken over "het samenwerkingsakkoord tussen de federale overheid en de Gewesten met betrekking tot de in-, uit- en doorvoer van wapens" (nr. 13390)

02.01 Marie-Claire Lambert (PS): Tijdens de parlementaire bespreking van juli 2003 over de regionalisering van de bevoegdheid inzake de afgifte van wapenvergunningen, heeft het Parlement onderstreept dat Buitenlandse Zaken en de Gewesten regelmatig informatie dienden uit te wisselen.

In de context van een zwaar gemediatiseerd dossier ongeveer een jaar geleden, heeft een Gewest benadrukt dat er nog steeds geen enkele formele procedure bestond voor het uitwisselen van informatie tussen de federale staat en de Gewesten. Er is toen sprake geweest van een samenwerkingsakkoord op dit vlak tussen de verschillende bestuursniveaus in dit land.

Hoe ver staat het nu, meer dan drie jaar na de regionalisering van deze bevoegdheid, met de discussies om dit akkoord te kunnen afronden? Wat zijn de voornaamste bepalingen in dit akkoord? Hoe zal het akkoord de betrouwbaarheid van de informatie kunnen garanderen aan alle partijen? Wanneer zal dit document kunnen worden afgerond en wanneer zal het op de agenda van het Parlement komen?

02.02 Minister Karel De Gucht (Frans): Wie dit dossier kent, weet dat de totstandkoming van dit samenwerkingsakkoord niet zonder slag of stoot verliep. Sinds de gewestverkiezingen van 2004 deden al 29 versies de ronde. Vandaag bestaat een politiek akkoord over een tekst, die in essentie de informatie-uitwisseling en de vertegenwoordiging van België op het internationale niveau regelt.

Wat de informatie-uitwisseling betreft, zal de FOD Buitenlandse Zaken de Gewesten automatisch de fiches van de betrokken landen en alle belangrijke nieuwe informatie bezorgen. De Gewesten, van hun kant, zullen de FOD op de hoogte brengen telkens ze een aanvraag ontvangen van een van de landen op de lijst.

Over de vertegenwoordiging van ons land in de werkgroepen van de Raad en in de internationale controleinstanties bestaat een gedetailleerd akkoord. Die regeling weerspiegelt de bevoegdheidsverdeling die sinds 2003 in België bestaat.

Het is de bedoeling dat akkoord op de agenda van de volgende bijeenkomst van het overlegcomité te plaatsen.

02.03 Marie-Claire Lambert (PS): Het verheugt me dat die overeenkomst weldra rond zal zijn.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 13.755 van mevrouw Brigitte Wiaux wordt omgezet in een schriftelijke vraag. Vraag nr. 13.856 van de heer Dirk Van der Maelen zal morgen in de plenaire vergadering worden gesteld.

03 Vraag van mevrouw Josée Lejeune aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de opsluiting van

een Belg in Benin" (nr. 13868)

De **voorzitter**: Mevrouw Valérie Déom had een vraag over hetzelfde onderwerp (nr. 14.115), maar zij is momenteel rapporteur in plenaire vergadering. Zij kan haar vraag later stellen en de minister kan dan naar zijn antwoord aan mevrouw Lejeune verwijzen.

03.01 Josée Lejeune (MR): Sinds november zit een van onze landgenoten gevangen in Benin naar aanleiding van een conflict met een van zijn handelspartners. Zonder dieper in te gaan op dat dossier, moet er toch benadrukt worden dat deze Belg al twee maanden in erbarmelijke omstandigheden opgesloten zit. Sinds zijn opsluiting, werd hij nog niet door een rechter gehoord.

Er vinden thans diplomatieke contacten plaats. De Belgische ambassadeur is al naar Cotonou afgereisd om er de president van de Republiek te ontmoeten, weliswaar zonder succes.

Wat kan er momenteel ondernomen worden? Kan onze landgenoot rekenen op hulp van onze diplomatieke diensten wat zijn verdediging voor de rechtbank betreft? Wordt de familie bijgestaan? Wordt ze voldoende op de hoogte gehouden van en betrokken bij de stappen die ondernomen worden?

03.02 Minister Karel De Gucht (Frans): De heer Grégory Bailly wordt sinds 28 november 2006 in Cotonou vastgehouden om redenen die gekend zijn bij onze ambassade in Nigeria. Onze ereconsul ter plaatse bezoekt hem regelmatig. Door een staking van de griffiers in de rechtbanken heeft de verschijning van onze landgenoot voor de rechter vertraging opgelopen.

Op 24 januari heeft er een vergadering plaatsgevonden tussen de Beninse en Belgische vertegenwoordigers, in aanwezigheid van de President van Benin en van onze ambassadeur in Abuja. Tijdens dat onderhoud werd het dossier van onze landgenoot aangekaart en de Beninse gesprekspartners hebben ons laten weten dat de situatie snel genormaliseerd zou worden.

De betrokkene beschikt over een plaatselijke advocaat met wie onze ambassadeur contact heeft opgenomen. Onze consul in Nigeria heeft hem ook bezocht.

De eerste verschijning van onze landgenoot voor de rechter was gepland op 12 februari, maar werd uitgesteld tot 13 februari wegens een elektriciteitspanne in Cotonou.

Mijn diensten zijn voortdurend in contact met de familie, aan wie de gegevens van de advocaat werden overgemaakt en die op de hoogte wordt gehouden van elke ontwikkeling in deze zaak.

03.03 Josée Lejeune (MR): U heeft gezegd dat hij gisteren, 13 februari, gehoord werd. Beschikt u over meer informatie in verband met die hoorzitting? Maakt onze landgenoot kans om vrijgelaten te worden en zo ja, hoe?

03.04 Minister Karel De Gucht (Frans): Op dit ogenblik kan ik die vragen niet beantwoorden.

03.05 Josée Lejeune (MR): We rekenen erop dat u dat dossier nauwlettend blijft volgen.

03.06 Minister Karel De Gucht (Frans): Ik veronderstel dat ik in de loop van de dag informatie zal ontvangen. Ik zal ze u terstond bezorgen. Ik voeg er nog aan toe dat we geen ambassadeur maar enkel een ereconsul in Benin hebben, wat een mogelijke verklaring is voor het feit dat de informatie ons met enige vertraging bereikt.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 13873 van de heer Pieter De Crem over het bezoek van het staatshoofd aan de Democratische Republiek Congo werd naar mijn mening bij een vorige gelegenheid volledig beantwoord. Wat denkt u daarvan, mijnheer de minister?

03.07 Minister Karel De Gucht (Frans): Ik heb die vraag al beantwoord en de toestand is sindsdien niet

veranderd.

De **voorzitter**: De heer Philippe Monfils liet niet van zich horen en zijn vraag nr. 13907 wordt derhalve uitgesteld. Dat is ook zo voor de vragen nr. 13920 van mevrouw Nahima Lanjri, nr. 14031 van mevrouw Annemie Turtelboom en nr. 14054 van de heer Stijn Bex.

(De heer Pieter De Crem komt de zaal binnen)

Mijnheer De Crem, volgens ons is uw vraag, na het debat van vorige week, niet langer relevant.

04 Vraag van mevrouw Talbia Belhouari aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de recente arrestatie en mishandeling van twee Belgische studenten in Egypte" (nr. 13680)

04.01 Talbia Belhouari (PS): Op 25 november en 7 december 2006 werden twee jonge Brusselaars, die al drie jaar aan de universiteit van Caïro studeren, gearresteerd door militairen en Egyptische ordehandhavers in het kader van een antiterroristische razzia.

Zij moesten gedurende dertien dagen op de grond blijven zitten, en kregen enkel water en brood. Zij verklaren dagenlang geblinddoekt te zijn geweest en werden naar eigen zeggen vaak geslagen.

Zij zijn er na tien dagen in geslaagd een lid van de ambassade van België te ontmoeten. De twee jongeren waren dermate geschokt dat zij pas een maand na hun terugkeer over hun lijdensweg hebben kunnen vertellen. Waarom kregen die twee Belgische studenten pas na tien dagen, zoals zij beweren, bijstand van de Belgische autoriteiten? Hoe heeft u ten aanzien van de Egyptische autoriteiten gereageerd? Welke garanties kan u ons geven dat een dergelijke situatie zich niet meer zal voordoen? Welke nazorg heeft u die twee jonge Belgen geboden?

04.02 Minister Karel De Gucht (Frans): De twee Belgische onderdanen kregen de dag van hun arrestatie geen consulaire bijstand, want de Belgische ambassade in Caïro werd niet onmiddellijk over hun toestand ingelicht.

Mijn diensten hebben onze plaatselijke vertegenwoordiging de opdracht gegeven de Egyptische autoriteiten over de detentievoorwaarden van onze twee landgenoten te ondervragen en er bij de bevoegde lokale instanties op aan te dringen dat de Belgische autoriteiten zo snel mogelijk op de hoogte moeten worden gebracht van de arrestatie van één van hun landgenoten op het Egyptische grondgebied. Mijn departement is helaas niet bevoegd voor het verlenen van psychologische bijstand aan die personen.

De ambassade heeft de Egyptische autoriteiten gevraagd of die studenten hun studies ter plaatse kunnen voortzetten en wacht nog op een antwoord.

04.03 Talbia Belhouari (PS): Die toestand is op zijn minst aanstootgevend en doet heel wat vragen rijzen.

Ik begrijp dat uw diensten niet bevoegd zijn voor de psychologische begeleiding, maar het gaat om de relatie tussen twee landen. Dergelijke feiten mogen zich niet meer voordoen!

04.04 Minister Karel De Gucht (Frans): Daarover ben ik het met u eens!

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer François-Xavier de Donnea aan de minister van Buitenlandse Zaken over "het Chinese beleid ten aanzien van Afrika" (nr. 13337)

05.01 François-Xavier de Donnea (MR): Vandaag tracht China op economisch en politiek vlak een grotere invloed te verwerven in Afrika. De Chinees-Afrikaanse top in Peking en de jongste rondreis van president Hu Jintao door een twaalfstal Afrikaanse landen hebben dat treffend geïllustreerd.

Globaal en op lange termijn gezien, is het feit dat verscheidene landen in Afrika investeren een goede zaak. Hoe meer investeringen, hoe groter de kans dat het continent uit de put geraakt.

De Chinese leningen zijn echter niet ondergeschikt aan dezelfde voorwaarden als die van de Wereldbank en

van de grote Amerikaanse en Europese multilaterale en bilaterale donoren, in het bijzonder inzake goed bestuur, het naleven van de mensenrechten of het milieu. Dit Chinees beleid dreigt sommige Europese ontwikkelingsstrategieën voor Afrika te verzwakken.

Hierdoor zullen wij er waarschijnlijk toe gebracht worden onze voorwaarden anders te formuleren. Wij zullen ons ongetwijfeld moeten richten naar eisen op het vlak van de middelen in plaats van de resultaten te willen meten. De heer Maystadt, voorzitter van de EIB, heeft zich ook al zorgen gemaakt over deze situatie en heeft verklaard dat Europa moest nadenken over het aspect van het verbinden van voorwaarden aan zijn hulp als het zich niet door China het gras voor de voeten wil zien wegmaaien. Naast China is er ook nog India in Oost-Afrika of Brazilië in Angola dat binnenkort Nigeria zal onttronen als voornaamste Afrikaanse olieproducent.

Mijnheer de minister, deelt u de bezorgdheid van onder andere de heer Maystadt? Staat u achter mijn diagnose? Welke initiatieven kan ons land nemen ten aanzien van de groeiende Chinese invloed in Afrika?

05.02 Minister **Karel De Gucht** : (*Frans*): De groeiende interesse van China voor Afrika is kennelijk ingegeven door strategisch-economische overwegingen en door internationale politieke doelstellingen.

Deze evolutie lijkt beloftevolle perspectieven te bieden aan de Afrikaanse landen, maar de modaliteiten ervan komen in aanvaring met bepaalde principes die primordiaal zijn voor de duurzame ontwikkeling. De Chinese methode kenmerkt zich door zijn gebrek aan de meest essentiële criteria zoals het respect voor de rechtstaat, de mensenrechten en de fundamentele vrijheden, het bevorderen van het degelijk bestuur (corporate governance) en van de democratie, de zorg voor maatschappelijke normen, de strijd tegen de corruptie en de illegale ontginning van grondstoffen.

Tegen die achtergrond moeten de principes van ons Afrikabeleid niet versoepeld worden. In- tegendeel, de internationale gemeenschap moet China overtuigen aan te sluiten bij de multilaterale aanpak die in een duurzame ontwikkeling in Afrika uitmondt.

Ons land kan daar via de Europese Unie een relevante rol in spelen, op grond van een nieuw gepland samenwerkingsakkoord tussen de Europese unie en China. De Raad Algemene Zaken en Buitenlandse Betrekkingen van 11 en 12 december 2006 heeft het strategisch belang van Afrika voor de Europese Unie erkend en China heeft gezegd voorstander te zijn van een structurele dialoog over dit continent, waarbij vooral rekening dient te worden gehouden met de engagementen van de Afrikaanse landen met name op vlak van de voornoemde politieke principes.

Op basis van zijn Afrikaanse expertise zal België deze problematiek ook proberen te volgen als niet permanent lid van de Veiligheidsraad van de VN in 2007-2008.

De bilaterale overeenkomst tussen China en België zal ook daartoe worden aangewend.

Ik ben bereid op grond van een nota van mijn diensten hierover een breder debat te voeren.

05.03 **François-Xavier de Donnea** (MR): Het zou interessant zijn indien we op grond van de documentatie van de minister een uur discussie aan dit thema zouden kunnen wijden. We zouden het niet alleen over China, maar ook over India en Brazilië kunnen hebben. Die twee laatste landen spelen immers ook een steeds grotere rol op het Afrikaanse continent.

Het incident is gesloten.

06 **Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de benoemingspolitiek binnen de FOD Buitenlandse Zaken" (nr. 14125)**

06.01 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Bij de FOD Buitenlandse Zaken zouden sommige statutaire ambtenaren die in aanmerking komen voor een bevordering, zijn voorbijgestoken door kandidaten die minder gunstig gerangschikt waren. Soms wordt daarvoor het taalevenwicht ingeroepen, maar dit gaat niet in alle gevallen op. Daarom zijn er ook enkele procedures ingeleid bij de Raad van State. Politisering dreigt altijd tot demotivering te leiden.

Hoe schat de minister de beoordeling in van het directiecomité bij de voorstelling van bevorderingskandidaten? Kan men het taalevenwicht inroepen als argument om minder bekwame personen

te bevorderen? Is de minister een voorstander van de objectivering van de selectieprocedure bij bevorderingen? Hoe kunnen objectiviteit en transparantie gewaarborgd worden?

06.02 Minister **Karel De Gucht** (*Nederlands*): In alle bevorderingsdossiers die aan mij worden voorgelegd, handel ik conform artikel 27bis van het KB van 7 augustus 1939 inzake de evaluatie van het personeel. Verder moet ik als minister uiteraard de taalwetgeving respecteren. Uiteindelijk legt de regelgeving een objectieve behandeling van de bevorderingsprocedures op en daar sta ik volledig achter.

06.03 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Inzake de taalwetgeving deel ik uiteraard het juridische standpunt van de minister, maar er zijn ook benoemingen gebeurd die niet aan het taalevenwicht kunnen worden toegewezen. De regelgeving is duidelijk wat versoepeld onder de tweede parse regering en bij de samenstelling van de jury's is er nu meer invloed van de politiek. Ook het uitblijven van KB's betreffende de functionele tweetaligheid zorgt voor die versoepeling en daardoor voor een stroom van procedures bij de Raad van State. Dat is geen goede zaak.

06.04 Minister **Karel De Gucht** (*Nederlands*): Het gaat hier om twee benoemingen die onlangs vernietigd werden door de Raad van State omdat de betrokken jury's eentalig waren samengesteld. De benoemingen en ook de jury's dateren trouwens van voor mijn intrede in 'het Karmelietenklooster'.

06.05 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Ik wilde enkel vermijden dat toekomstige dossiers hetzelfde lot beschoren zou zijn. Verder klopt het dat de vernietigingen niet gebeurd zijn onder de bevoegdheid van de minister.

06.06 Minister **Karel De Gucht** (*Nederlands*): Het spreekt vanzelf dat jury's tweetalig moeten zijn, maar het verleden is het verleden.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Mevrouw Déom is rapporteur voor de plenaire vergadering. De dames Lejeune en Déom zouden een samengevoegde vraag over Benin stellen. Ik stel voor dat mevrouw Déom haar vraag nu stelt.

07 **Vraag van mevrouw Valérie Déom aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de opsluiting van een Belgisch burger in Benin" (nr. 14115)**

07.01 **Valérie Déom** (PS): We lazen in *La Dernière Heure* van 21 januari jongstleden dat een Belg van 35 jaar in Benin in de gevangenis zit. Volgens die krant wordt onze landgenoot sinds 28 november 2006 in verschrikkelijke omstandigheden vastgehouden. Bovendien zijn de redenen voor zijn opsluiting onduidelijk. Volgens de krant wordt die Belg zonder reden in hechtenis gehouden en is hij nog steeds niet voor een magistraat verschenen.

Nog steeds volgens *La Dernière Heure* kregen de Belgische consul en ereconsul de toelating hem kort na zijn opsluiting te bezoeken, dit in tegenstelling tot zijn familie. Ook werd zijn paspoort afgenomen. Hoe staat het met dit dossier? Werd contact opgenomen met de Beninse overheden? Wat wordt onze landgenoot ten laste gelegd? Verbindt de regering zich ertoe actie te ondernemen om klaarheid te brengen in de toestand en om ervoor te zorgen dat die man in ons land een billijk proces krijgt?

07.02 Minister **Karel De Gucht** (*Frans*): Ik verwijs naar het antwoord dat ik aan mevrouw Lejeune heb gegeven. Gisteren heeft er een hoorzitting plaatsgevonden en we wachten op informatie ter zake. We volgen die aangelegenheid van nabij.

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van mevrouw Hilde Vautmans aan de minister van Buitenlandse Zaken over "Vrouwenkracht is Vredesmacht" (nr. 13880)**

08.01 **Hilde Vautmans** (VLD): In tijden van oorlog worden vrouwen vaak enkel bekeken als slachtoffers, daar waar ze toch dikwijls voor het inkomen moeten zorgen terwijl de mannen aan het vechten zijn. Vrouwen

spelen ook een belangrijke rol als vredesactivisten of bemiddelaars. Ook hebben ze een andere kijk op de heropbouw van het land na de beëindiging van het conflict.

De VN-Veiligheidsraad heeft in 2000 resolutie 1325 goedgekeurd waardoor vrouwen een grotere rol toebedeeld krijgen bij het vredesproces. Zeven jaar na de aanvaarding van deze resolutie wordt echter de vredeskracht van vrouwen nog steeds niet voldoende aangewend. De organisaties Moeders voor Vrede en de Nederlandstalige Vrouwenraad hebben daarom tweeduizend handtekeningen verzameld onder een petitie die België verzoekt om de aandacht voor vrouwen in het vredesproces bovenaan op de politieke agenda te zetten.

Op welke manier zal de regering ingaan op de vraag van de ngo's? Zal België het thema 'Vrouwen en Vrede' naar voren schuiven in de Veiligheidsraad? Op welke manier past België resolutie 1325 toe?

08.02 Minister **Karel De Gucht** (*Nederlands*): Mijn departement besteedt uiteraard de nodige aandacht aan de problematiek van vrouwen in gewapende conflicten en de rol van vrouwen bij de vredesopbouw. In de derde commissie van de Algemene Vergadering van de VN werd een resolutie aangenomen die alle vormen van geweld tegen vrouwen moet elimineren. Naar aanleiding van de zesde verjaardag van resolutie 1325 vond ook een open debat plaats over de rol van vrouwen bij conflictsituaties en bij vredesopbouw. Dit debat heeft een vaste plaats op de agenda van de Veiligheidsraad. Ook in de *Peace Building Commission* wordt de rol van vrouwen bij het voorkomen en oplossen van conflictsituaties en bij vredesconsolidatie beklemtoond.

Op 8 januari 2007 vond er binnen de Veiligheidsraad een open debat plaats over de bedreigingen voor de internationale vrede en veiligheid. In dit debat heeft België de nadruk gelegd op de noodzaak om burgers, en vooral vrouwen en kinderen, te beschermen. Ook bij het debat over Nepal heeft België specifieke aandacht gevraagd voor het lot van de vrouwen en kinderen. België zal uiteraard dit beleid blijven voeren.

Op Europees niveau werd uitvoering gegeven aan resolutie 1325 in het Europese Veiligheids- en Defensiebeleid. Vrouwen zullen vertegenwoordigd zijn in alle vredesoperaties en op alle beleidsniveaus. Daarbij organiseerde minister De Decker in juni 2006 een internationale conferentie over seksueel geweld tijdens conflicten en daarbuiten. Na afloop werd het Brusselse actieplan aangenomen waarin landen na een conflict worden aangemoedigd om resolutie 1325 uit te voeren in hun beleid.

08.03 **Hilde Vautmans** (VLD): Ik ben zeer blij met de resolutie en met de aandacht die Buitenlandse Zaken eraan besteedt. Zal er ook een nationaal actieplan worden opgesteld?

08.04 Minister **Karel De Gucht** (*Nederlands*): Dat is mij evenmin duidelijk.

08.05 **Hilde Vautmans** (VLD): Voor België zijn dit een aantal mogelijke actiepunten: meer vrouwen in de diplomatie en meer vrouwen bij de vredesmissies.

08.06 Minister **Karel De Gucht** (*Nederlands*): De selectie van diplomaten valt niet onder mijn bevoegdheid, anders zouden er wel meer vrouwen geselecteerd worden. Ik heb trouwens gevraagd dat de examenprocedure voor de rekrutering van diplomaten in 2007 zou worden aangepast, opdat mannen niet bevoordeeld zouden worden.

Het incident is gesloten.

09 **Vraag van mevrouw Hilde Vautmans aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de genocide in Darfoer" (nr. 13881)**

09.01 **Hilde Vautmans** (VLD): In Darfoer vielen al bijna 400.000 slachtoffers. Er vallen maandelijks nog steeds tienduizend doden en er zijn meer dan twee miljoen vluchtelingen. We moeten het conflict absoluut een halt toeroepen.

Op 21 januari 2007 vroeger betogers in Brussel om de VN-resolutie over Darfoer te implementeren.

Europees commissaris Michel bevestigde dat de toestand dramatisch en chaotisch is, maar zei dat er geen middelen meer beschikbaar zijn uit het Europese budget. De Arabische Liga beloofde 150 miljoen dollar, maar betaalde nog niets uit.

De Soedanese regering heeft ondertussen haar verzet tegen de blauwhelmen opgeheven. Zal de minister in de Veiligheidsraad druk uitoefenen om aandacht te vragen voor dit conflict? Zal hij daaraan aandacht besteden tijdens bilaterale vergaderingen? Zal de Arabische Liga onder druk worden gezet om zijn belofte na te komen?

09.02 Minister **Karel De Gucht** (*Nederlands*): Als lid van de Veiligheidsraad zullen wij druk blijven uitoefenen om aandacht voor dit conflict te vragen. Dat gebeurt ook tijdens bilaterale ontmoetingen. De secretaris-generaal van de Arabische Liga verzekerde mij dat men op korte termijn 150 miljoen euro zal overhandigen aan AMIS, de vredesmacht van de Afrikaanse Unie in Darfoer. AMIS moet voldoende middelen krijgen om te blijven bestaan, want anders wordt het moeilijk om achteraf een hybride vredesmacht op te richten.

Op 5 maart 2007 zal de Raad Algemene Zaken de Europese bijdrage voor de financiering van AMIS bespreken. Ondertussen wordt er nog naar de nodige financiering gezocht. De Europese Commissie zegt terecht dat er geen geld meer is binnen de *Africa Peace Facility*, maar zij kan nog andere budgetten aanspreken. Ik vermoed dat de Europese Commissie nog geld ter beschikking zal stellen nadat de lidstaten zich hebben geëngageerd.

09.03 **Hilde Vautmans** (VLD): Zullen wij ons engageren?

09.04 Minister **Karel De Gucht** (*Nederlands*): Ik heb in antwoord op een vorige vraag gezegd dat dit wordt onderzocht.

09.05 **Hilde Vautmans** (VLD): We moeten de nodige aandacht aan deze zaak besteden, opdat we later niet zouden vaststellen dat we slechts hebben toegekeken.

09.06 Minister **Karel De Gucht** (*Nederlands*): Wij gingen grote engagementen aan in Afrika, hoewel België geen grootmacht is. We moeten prioriteiten stellen in onze financiële engagementen, maar zullen nagaan welke bijdrage kan worden geleverd.

10 **Vraag van de heer François-Xavier de Donnea aan de minister van Buitenlandse Zaken over "het mogelijk heroïseren van SS'ers in Estland" (nr. 14018)**

10.01 **François-Xavier de Donnea** (MR): Mijn aandacht werd getrokken door het gedrag van de Estlandse overheid ten aanzien van de Sovjet-Russische monumenten en begraafplaatsen die symbool staan voor de bevrijding van Estland van de nazibezetting.

Het Estlandse Parlement zou een wet goedgekeurd hebben die de vernietiging van deze monumenten mogelijk maakt en ook het verwijderen van de Sovjetlichamen uit de begraafplaatsen van de aan het front gesneuvelde soldaten toelaat. In de stad Sinima, hebben veteranen van de 20^e SS divisie kennelijk de toelating gekregen om monumenten ter ere van oude Belgische en Nederlandse SS-ers op te richten.

Beschikt u over meer informatie over deze ernstige beschuldigingen? Zo ja, welke stappen zal België ten aanzien van Estland ondernemen om te protesteren tegen dergelijke daden?

10.02 Minister **Karel De Gucht** (*Frans*): Deze aangelegenheid valt onder de toepassing van de Estse wet van 10 januari 2007 betreffende de bescherming van de oorlogsgraven. Samengevat komt ze hierop neer dat de oorlogsgraven en –monumenten kunnen verplaatst worden wanneer ze zich op een plaats bevinden die door een ad hoc commissie ongepast werd bevonden.

In Estland is overigens ook een debat aan de gang over de eventuele vernietiging of verplaatsing van het monument "De Bronzen Soldaat", dat door de Sovjetoverheden ter ere van de soldaten van het Rode Leger werd opgericht. In antwoord op de kritiek van de belangrijke Russischspreekende gemeenschap en van Rusland, heeft de eerste minister me verzekerd dat het de bedoeling is het monument – dat zich op eenongeschikte plaats bevindt – tegen vijandige betogingen te beschermen.

Ik zal de uitvoering van die wet opvolgen. Er moet rekening worden gehouden met de gevoeligheden van alle geledingen van de Estse maatschappij. Dit is trouwens een van de dossiers die ik als voorzitter van de OESO heb gevolgd.

Op 29 juli 2006 werden in Sinimae twee monumenten opgericht ter nagedachtenis van de soldaten van de twintigste divisie van de Waffen SS, het Estse Legioen. Ik betreur dat een dergelijke manifestatie plaatsvond, maar die monumenten maken deel uit van een reeks van monumenten ter ere van de Duitse en Russische soldaten die in 1944 in dat deel van Estland het leven lieten.

Dit debat over de stalinistische en nazimonumenten doet onnieuw de vraag rijzen naar het specifieke verleden van Estland, dat op pijnlijke wijze werd "bevrijd" door Duitsland en de Sovjet-Unie. 150.000 Esten zijn destijds tot de Waffen SS toegetreden. Het is de taak van de Estse overheden om ervoor te zorgen dat de Esten lessen trekken uit het verleden. Ik vestig uw aandacht op de maatregel van de Estse regering om alle nazi- en sovjetsymbolen te verbieden. Het is een eerste stap in de goede richting, ook al kan men verzoening niet bij wet opleggen.

10.03 François-Xavier de Donnea (MR): We moeten erop toezien dat geen enkele Europese lidstaat afbreuk doet aan de nagedachtenis van diegenen die het nazisme hebben bestreden !

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de minister van Buitenlandse Zaken over "Franse diplomatieke nummerplaten van prins Laurent" (nr. 14063)

11.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Prins Laurent rijdt niet enkel met verschillende Ferrari's, maar ook met een voertuig met een Franse diplomatieke nummerplaat. Ik refereer aan het VRT-programma *Terzake* van 13 december 2006. Hoe kan het dat de prins met een dergelijke nummerplaat rondrijdt?

11.02 Minister Karel De Gucht (Nederlands): Dit antwoord wil de vraag geenszins ontwijken. De beelden die de heer Van den Eynde heeft gezien, zijn vele jaren oud, toen de prins inderdaad een dergelijke nummerplaat gebruikte. Dat is niet meer het geval sedert 2000. De prins gebruikt geen diplomatieke nummerplaten.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Mohammed Boukourna aan de minister van Buitenlandse Zaken over "het overmaken van de hulp van de Europese Unie aan de Palestijnen via de HSBC-bank" (nr. 14136)

12.01 Mohammed Boukourna (PS): In het kader van haar hulp aan de Palestijnen – die meer dan 140.000 personen betreft – heeft de Europese Unie beslist om haar transacties via de HSBC-bank te laten verlopen. De keuze voor die nieuwe benadering werd ingegeven door de aanwezigheid van Hamas – die door de Europese Unie als een terroristische groepering wordt beschouwd – in de Palestijnse regering. Het blijkt echter dat de financiële tussenpersoon zichzelf bij elke verrichting verrijkt. In *Le Soir* van 8 februari gaat Oxfam tekeer tegen het feit dat de bank voor elke transfer acht euro aanreken, wat neerkomt op 1 miljoen euro per maand. Het gaat om een schandalige verrijking op de kap van fondsen die voor humanitaire doeleinden bestemd zijn. En zeggen dat de HSBC-bank de derde grootste bank ter wereld is!

Wat weet u over de praktijken van die bank en de hulp die aan de Palestijnen wordt geboden? Zullen er maatregelen volgen om die menselijke verspilling te voorkomen? Tot slot, blijft de diplomatieke sanctie tegen de Palestijnse Autoriteit nog lang duren? De akkoorden die vorig weekend tussen de diverse Palestijnse fracties werden gesloten, laten op een positieve evolutie van de toestand hopen.

12.02 Minister Karel De Gucht (Frans): Ik heb met sympathie maar ook met enige verwondering de beroering gevolgd die rond die zaak ontstaan is. Ik begrijp dat men kan betreuren dat er aan de overschrijving van 200 miljoen euro naar het Midden-Oosten 1 miljoen kosten verbonden zijn, maar is er een andere oplossing? De Europese Commissie heeft van de HSBC-bank competitieve tarieven voor de internationale geldtransfers kunnen bedingen. Indien we in de plaats van de privébanken zelf stortingen zouden moeten doen op de rekening van elke Palestijnse ambtenaar, zouden de administratieve kosten veel hoger liggen! In dat opzicht biedt dat tijdelijke internationale mechanisme een efficiënte oplossing dat de Palestijnse bevolking rechtstreeks ten goede komt.

De jongste ontwikkelingen in de regio zelf zijn hoopgevend. Ik verheug me over het initiatief van Saoedi-

Arabië en het akkoord tussen Hamas en Fatah dat naar ik verwacht een einde zal stellen aan het geweld tussen de Palestijnen onderling. Mijn Europese collega's en ikzelf zijn bereid om samen te werken met elke wettelijke Palestijnse regering die de principes van het kwartet nakomt. We moeten ons er echter van vergewissen dat de nieuwe regering echt de bedoeling heeft om het geweld te beëindigen en de akkoorden tussen de PLO en Israël te erkennen. Ik ben niet bereid om een regering te financieren die deze internationale beginselen niet erkent.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.06 uur.